



160

exilés hébergés dans le parc immobilier du GAS.

Source : GAS

300

personnes suivies par le GAS pour des questions de logement.

Source : GAS

L'OBSTACLE DU LOGEMENT

TEXTE ET PHOTOS ANNA DEMONTIS, chargée de projet éditorial à l'ACAT

Le parcours d'intégration passe par l'obtention d'un logement, où les réfugiés pourront s'installer et se reconstruire. Le GAS les accompagne dans leurs démarches et les aide à entamer leur nouvelle vie.

Jeudi 13 juin. Il est 10 h lorsque nous poussons la porte du Groupe accueil et solidarité (GAS) à Villejuif (Val-de-Marne). Installé en plein milieu d'une cité HLM, ce local associatif est une véritable caverne d'Ali Baba. Matelas, armoires, tables, lustres, linges de maison... N'importe quel brocanteur y trouverait son bonheur. Mais là, ce sont des réfugiés qui bénéficient de ces meubles. « 90 % du mobilier solidaire que l'on collecte est redistribué gratuitement à des réfugiés », explique Christophe Lévy, secrétaire général de l'association. Car lorsqu'ils effectuent les démarches pour obtenir le statut de réfugié, les exilés vivent le plus souvent dans des Centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) ou des hébergements d'urgence, en chambre d'hôtel ou en foyer, chez des particuliers ou des membres de leur communauté, voire à la rue. Une fois leur protection obtenue, il faut trouver un logement et le meubler. Avec la plupart du temps, aucune économie pour démarrer cette nouvelle étape de leur vie.

PRÉOCCUPATIONS DU QUOTIDIEN

« Le logement est une base fondamentale, développe Chantal Bastin, la présidente du GAS. Pour pouvoir s'intégrer, trouver du travail, faire venir leurs enfants, ils ont besoin d'un endroit où ils se sentent chez eux. » Trouver un logement et le meubler, c'est aussi retourner à des préoccupations du quotidien et se projeter dans une nouvelle vie en France. À l'image de ce couple de Tibétains arrivé dans l'Hexagone il y a quatre ans, mais qui a trouvé un logement pérenne il y a seulement quelques mois. « C'est un ami qui nous a conseillé d'aller voir au GAS », raconte la femme, Lhadon (ci-dessus, photo de droite). Ils sont aidés par des bénévoles qui collent des étiquettes sur les meubles qu'ils réservent. S'ensuit une discussion sur les modalités de livraison, qui est assurée par deux réfugiés, Olivier et Abdalla, passés eux-aussi par le GAS et embauchés en contrat d'insertion. Habituellement, ils effectuent leur tournée le matin, mais exceptionnellement Lhadon et son mari seront livrés dans l'après-midi.

« On est tout le temps en train de gérer des problèmes de logistique », confie Christophe Lévy qui, de son côté, a rejoint d'autres bénévoles pour charger l'un des deux camions de l'association en vue des distributions de l'après-midi. Au programme, la livraison de deux familles installées dans deux départements d'Île-de-France, le Val-de-Marne et la Seine-et-Marne. Il s'agit donc d'organiser le chargement du camion en fonction de l'ordre des livraisons. Pendant ce temps-là, les bénévoles restés au local animeront un atelier de démontage d'armoires anciennes avec des réfugiés et des demandeurs d'asile, en vue de la brocante que le GAS organisera le samedi. « Une fois par trimestre, ces brocantes nous permettent de faire le tri et un inventaire pour libérer de l'espace dans le local. Les ventes faites ce jour-là nous apportent des ressources propres dans un contexte financier assez compliqué », détaille Christophe Lévy. C'est que le Fond européen

pour les réfugiés, qui a principalement financé l'association entre 2009 et 2016, leur a été refusé en 2017 avant d'être rétabli en 2018, puis complètement annulé en 2019. De fait, les brocantes, qui leur rapportent 20 à 25 000 euros par an, sont plus que bienvenues. « C'est le montant d'une subvention départementale », précise le secrétaire général.

POSER SES VALISES

Si le mobilier solidaire est la plus ancienne activité du GAS, l'association accompagne également les demandeurs d'asile et les réfugiés dans leur recherche d'un logement. C'est à l'étage, dans une pièce encombrée par quatre bureaux, une imprimante et une table que les exilés sont accueillis par les quatre salariés. En plus de les accompagner dans leurs recherches, le GAS héberge aussi des réfugiés en attente de logement social dans un parc immobilier de 56 biens. Mais qu'ils vivent seuls, en famille ou en colocation, les exilés doivent, au bout du compte, finir par quitter ces logements temporaires pour trouver un nid à eux, qu'ils aménagent, le plus souvent, avec du mobilier solidaire du GAS. « Comme ils ne veulent pas se retrouver avec deux loyers à payer, ils veulent déménager le plus vite possible. On a donc très peu de temps pour gérer la disponibilité du camion et notre stock de matériel », commente Christophe Lévy. Enfin, lorsque les demandes de logement social sont refusées, il faut saisir une commission de médiation, voire déposer un recours devant le tribunal administratif au titre du droit au logement opposable (DALO). Ce parcours du combattant, Lhadon et son mari le laissent désormais derrière eux. Ils semblent avoir trouvé ce dont ils avaient besoin du côté des meubles de rangement, du linge de maison et du matériel de cuisine. Lorsque nous discutons avec eux, se lit dans leurs yeux l'impatience de recevoir les meubles qu'ils ont choisis. Pour, enfin, définitivement poser leurs valises.